

## Des organisations se prononcent contre le gaspillage de l'argent de la population et annoncent une marche en reddition de compte, le 7 août 2018

<p><b>CARDH</b> <b>Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme</b></p>	<p>Les organisations de la société civile et de défense des droits humains signataires de la présente note, ont appris de manière fortuite, lors d'une rivalité entre deux Sénateurs de la République, qu'entre résidences principales et résidences secondaires des grands commis de l'Etat, le pays débourse, entre autres :</p>
<p><b>CEJILAP</b> <b>Commission Episcopale Nationale Justice et Paix</b></p>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Sept millions deux cent quatre-vingt mille</i> (7,280.000) pour la résidence du président du Sénat de la République, pour une durée de huit (8) mois ;</li><li>• <i>Deux cent cinquante mille</i> (250.000) gourdes par mois pour loger les sénateurs ;</li><li>• <i>Cinq mille</i> (5.000) dollars américains par mois pour loger les ministres et des directeurs généraux ;</li></ul>
<p><b>CRESFED</b> <b>Centre de Recherche et de Formation Economique et Sociale pour le Développement</b></p>	<p>Ajoutés à cela, des scandales relatifs à des montants exorbitants accordés en prêts à de hauts dignitaires de l'Etat ainsi qu'à de grands entrepreneurs du secteur privé, par l'<i>Office National d'Assurance Vieillesse</i> (ONA) éclatent régulièrement et des dénonciations relatives à d'autres dépenses consenties notamment en per diem, cartes de téléphone, location de voitures, etc. sont faites chaque jour.</p>
<p><b>CONHANE</b> <b>Conseil Haïtien des Acteurs Non-Étatique</b></p>	<p>Les organisations de la société civile et de défense des droits humains estiment que ces pratiques de gaspillage et de clientélisme enfoncent davantage le peuple haïtien dans la misère abjecte, le désespoir, renforcent le désintéressement du peuple dans le processus démocratique et exacerbent sa perte de confiance dans les dirigeants du pays.</p>
<p><b>CEDH</b> <b>Centre œcuménique des droits humains</b></p>	<p>Par conséquent, ces organisations exigent que les institutions publiques chargées d'approuver les dépenses publiques, partagent, dans la transparence la plus totale, tous les frais qui sont octroyés aux autorités étatiques ainsi qu'à tous les cadres de l'administration publique. Le peuple haïtien aux basquets duquel vivent les grands commis de l'Etat, a le droit de savoir quelles dépenses sont réalisées avec l'argent qu'il verse en taxes.</p>
<p><b>POHDH</b> <b>Plateforme des Organisations Haïtiennes de Droits Humains</b></p>	<p>Ces organisations demandent aussi aux institutions telles que la <i>Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif</i> (CSC/CA) et l'<i>Unité de Lutte Contre la Corruption</i> (ULCC), chargées de contrôler les dépenses publiques et de prévenir la corruption,</p>
<p><b>RNDDH</b> <b>Réseau National de Défense des Droits Humains</b></p>	
<p><b>SKL</b> <b>Sant Karl Levêque</b></p>	

de faire toute la lumière sur ces faits accablants et de partager avec le peuple, toutes autres dépenses d'extravagance faites par les autorités. Aussi, ces organismes de la société civile et de défense des droits humains organisent-elles le mardi 7 août 2018 une marche pour exiger des comptes. Elle démarrera à la ***Place de la Constitution***, à 10 heures AM.

Les organismes de la société civile et de défense des droits humains invitent toutes les couches de la population à participer à cette marche pour demander compte et dénoncer le gaspillage de ses faibles ressources par les autorités, alors qu'elle croupit dans la misère abjecte.

Port-au-Prince, le 31 juillet 2018.